

## NATIONS UNIES

# Coopération : la promesse de Michel

**La Belgique consacra 50 % de son aide au développement aux pays les plus pauvres. Le Premier l'a affirmé à la tribune des Nations unies.**

**L**e Premier ministre belge Charles Michel a promis dimanche que la Belgique affecterait la moitié de son aide publique au développement aux pays les moins avancés. Une inflexion déjà décidée par son gouvernement lorsqu'il a resserré la liste des pays partenaires de la coopération bilatérale de 18 à 14.

Il a aussi lancé depuis la tribune des Nations Unies à New York un appel au monde en faveur d'un renforcement de la lutte contre les discriminations, qu'elles soient fondées sur la race, le sexe ou l'orientation sexuelle, sur laquelle il a particulièrement insisté.

*«La Belgique s'engage aussi – à travers son aide au développement*

*– à soutenir d'autres pays dans la réalisation de ce nouvel agenda (les Objectifs de développement durables ou ODD, approuvés ce week-end par les dirigeants du monde entier et qui portent jusqu'en 2030)», a affirmé le Premier ministre au dernier jour d'un sommet organisé au siège new-yorkais de l'ONU.*

*«Une attention accrue sera portée pour les pays les moins avancés. Nous avons fait le choix de réserver 50 % de son aide au développement pour ces pays. Lors du sommet d'Addis Abeba sur le financement pour le développement (en juillet, NDLR), nous avons plaidé pour que la moitié de l'aide au développement soit consacrée aux pays les moins avancés et les plus fragiles», a ajouté Charles Michel.*

Son gouvernement a décidé en mai de réduire de 18 à 14 le nombre de pays bénéficiaires de l'aide de la coopération belge au développement.

Cette aide se concentrera dorénavant quasi exclusivement sur l'Afrique (à l'exception de la Palestine), et mettra plus particulièrement l'accent sur les pays

les moins développés qui, selon un récent rapport de l'OCDE, ont vu leur aide publique au développement reculer l'an dernier.

Charles Michel a aussi plaidé pour la mobilisation d'un «large éventail de ressources» pour favoriser le développement, tout en rappelant que les efforts de développement seront toujours réduits à rien sans paix et sans sécurité.

*«Il faut en effet garantir la mobilisation de ressources domestiques ainsi que leur utilisation efficace. Elles doivent être investies dans l'éducation, les socles de protection sociale et les systèmes de soins de santé pour tous», a souligné le chef du gouvernement fédéral.*

Selon le libéral Charles Michel, le développement durable n'est pas seulement l'affaire des autorités et des gouvernements, mais aussi du secteur privé.

Selon lui, l'inclusion sociale, le travail décent et la protection sociale sont indispensables pour une croissance durable. La lutte contre les inégalités fait partie intégrante de notre aspiration à une «dignité pour chacun». ■